



**Conseil économique
et social**

Distr.
GÉNÉRALE

MP.PP/AC.1/2002/2
17 décembre 2002

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE

Réunion des Parties à la Convention sur l'accès à l'information,
la participation du public au processus décisionnel et l'accès
à la justice en matière d'environnement

Groupe de travail sur les registres des rejets
et transferts de polluants

RAPPORT SUR LES TRAVAUX DE LA PREMIÈRE RÉUNION

1. La première réunion du Groupe de travail sur les registres des rejets et transferts de polluants (RRTP), créé par la Réunion des Parties, s'est tenue à Genève du 25 au 29 novembre 2002.
2. Y ont participé des délégations des pays suivants: Allemagne, Arménie, Autriche, Bélarus, Belgique, Bulgarie, Canada, Danemark, Espagne, États-Unis d'Amérique, ex-République yougoslave de Macédoine, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Hongrie, Italie, Monaco, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République de Moldova, République tchèque, Royaume-Uni, Slovénie, Suède, Suisse, Ukraine et Yougoslavie.
3. La Commission des Communautés européennes était représentée.
4. Le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) était représenté.
5. L'Organisation de coopération et de développement économiques était également représentée.
6. Les organisations régionales et non gouvernementales ci-après étaient représentées: Eco-Accord; ECO Forum européen; GLOBE Europe; Land and Mercantile Registries (Espagne); et le Centre régional pour l'environnement de l'Europe centrale et orientale (CRE).

7. Le Président du Groupe de travail sur les registres des rejets et transferts de polluants, créé sous les auspices du Comité des politiques de l'environnement, M. Karel Blaha (République tchèque), a souhaité la bienvenue aux participants et a ouvert la réunion. Il a indiqué qu'à leur première réunion les Parties à la Convention d'Aarhus avaient décidé de remplacer officiellement le Groupe de travail par un nouvel organe subsidiaire spécial à composition non limitée, qui serait dénommé Groupe de travail sur les registres des rejets et transferts de polluants (Décision I/2). Conformément à cette décision, le Groupe de travail était chargé d'élaborer un projet de protocole sur les registres des rejets et transferts de polluants et de mener à bien cette tâche à temps pour que ce protocole puisse être adopté et ouvert à la signature lors de la Conférence ministérielle «Un environnement pour l'Europe», prévue à Kiev en mai 2003.

I. ÉLECTION DU BUREAU

8. La Réunion des Parties ayant accepté l'offre de la République tchèque de présider le Groupe de travail, M. Karel Blaha en a assuré la présidence. Le Groupe de travail a élu M. Geert van Grootveld (Pays-Bas) Vice-Président. Enfin, il a été convenu que M. Maas Goote (Pays-Bas) serait invité à présider le groupe de rédaction informel au cas où ce dernier devrait se réunir de nouveau.

II. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

9. L'ordre du jour provisoire, publié sous la cote MP.PP/AC.1/2002/1, a été adopté étant entendu que le Groupe de travail examinerait la question des activités futures au titre du point 5 de l'ordre du jour (Questions diverses).

III. RAPPORT SUR LES ACTIVITÉS DU GROUPE DE TRAVAIL SUR LES REGISTRES DES REJETS ET TRANSFERTS DE POLLUANTS CRÉÉ SOUS LES AUSPICES DU COMITÉ DES POLITIQUES DE L'ENVIRONNEMENT

10. Le Président a rendu compte des activités de l'Équipe spéciale et du Groupe de travail créé sous les auspices du Comité des politiques de l'environnement.

11. M. Geert van Grootveld (Pays-Bas), M. Pieter van der Most (Pays-Bas) et M. Ondrej Velek (République tchèque) ont présenté un rapport d'activité sur la Salle de classe virtuelle.

12. La stratégie et les aspects plus opérationnels du développement de la Salle de classe virtuelle avaient fait l'objet d'un atelier tenu le 24 novembre 2002. Une quinzaine de représentants du Groupe de travail y avaient participé.

13. On a estimé que l'*objectif* premier de la Salle de classe virtuelle était l'échange d'informations en petits groupes thématiques; les objectifs secondaires consisteraient à fournir un apport technique à l'élaboration d'amendements et à la définition de nouveaux thèmes et à aider les pays qui ont besoin d'assistance à mettre en place leurs propres systèmes de RRTP.

14. Les *groupes cibles* les plus importants de la Salle de classe virtuelle seraient les autorités nationales et régionales. Les langues de travail étant au cœur du succès et de l'efficacité de la Salle de classe virtuelle, l'anglais, l'espagnol et le russe ont été privilégiés.

15. En ce qui concerne la *maîtrise* de la Salle de classe virtuelle, au moins quatre organisations internationales pourraient se charger du projet:

a) L'OCDE, à qui avait déjà été confié le soin d'appuyer ce travail et dont l'Équipe spéciale des techniques d'estimation des rejets, avec un mandat qui venait d'être élargi, était manifestement compétente sur ce point;

b) L'UNITAR, qui s'employait déjà à appuyer le renforcement des capacités dans de nombreux pays et qui était l'auteur de documents d'orientation sur la conception des RRTP;

c) Le PNUE, qui appuyait déjà la conception des RRTP;

d) La CEE-ONU, qui était chargée d'assurer le service des négociations et de plusieurs autres initiatives.

16. Selon les estimations, le *budget total* de la Salle de classe virtuelle serait de 40 000 dollars É.-U par an, ce qui nécessiterait un appui financier d'un montant équivalent.

17. La Salle de classe virtuelle pourrait apporter une contribution technique à l'application et au développement du Protocole sur les RRTP, notamment pendant la période entre son adoption (mai 2003) et son entrée en vigueur (2006, par exemple).

18. Des informations pourraient être échangées sur les articles essentiels – dans le projet actuel (CEP/WG.5/AC.2/2002/11), il s'agirait des articles 5, 6, 7, 12, 13 et 15 – ainsi que sur les aspects les plus importants que sont les dispositions relatives aux sources diffuses et aux transferts; les questions méthodologiques telles que les coefficients d'émission et la qualité des données; le caractère confidentiel ou non de l'information et la participation du public; le cycle de notification et la diffusion de l'information; et enfin la relation avec le Programme concerté de surveillance continue et d'évaluation du transport à longue distance des polluants atmosphériques en Europe (EMEP), le Registre européen des émissions de polluants (REEP) et d'autres programmes internationaux de notification. On a estimé que ces points devraient être précisés afin de dégager une structure claire pour l'échange d'informations avant la fin de 2002. On pourrait organiser à ce propos un atelier en mars 2003, éventuellement dans le sillage d'une conférence du CRE à Budapest, le but étant de lancer la Salle de classe virtuelle à l'occasion de la Conférence ministérielle de Kiev (mai 2003).

IV. ÉLABORATION D'UN PROJET DE PROTOCOLE

19. La délégation des États-Unis a indiqué à la réunion qu'elle ne participerait pas au Groupe de travail en qualité de négociateur mais qu'elle continuerait de suivre ce processus ainsi que les autres processus internationaux traitant de la question des RRTP. Le Groupe de travail a salué la contribution des États-Unis aux débats. La délégation du Canada a fait savoir qu'elle entendait participer pleinement aux négociations afin d'être en mesure d'envisager d'adhérer au Protocole, mais elle a déclaré également qu'elle ne considérerait pas que l'élaboration d'un protocole ouvert à la signature de non-Parties à la Convention puisse servir de précédent pour les instruments à venir. Au nom de l'Union européenne, la délégation danoise a dit souhaiter un protocole puissant et dynamique, qui concilierait les intérêts du public avec le coût des registres. Elle a insisté sur l'importance de la souplesse, compte tenu de la diversité des systèmes, et a indiqué

qu'elle négocierait sans a priori. La délégation de la Commission européenne a fait savoir que le Conseil européen des ministres devait adopter, à sa prochaine session, en décembre 2002, une décision donnant à la Commission européenne mandat de négocier.

20. Le Groupe de travail a récapitulé la procédure d'élaboration du projet de Protocole: on travaillerait sur la base du document CEP/WG.5/AC.2/2002/11, en commençant par l'article premier. Il a été convenu que le résultat de ces travaux serait inscrit dans une nouvelle version récapitulative et globale du projet de protocole (MP.PP/AC.1/2002/3).

Objet (CEP/WG.5/AC.2/2002/11, art. 1^{er})

21. Certaines délégations ont préconisé la suppression des mots placés entre crochets, tandis que d'autres ont émis un avis contraire. La plupart des délégations ont estimé que l'incorporation d'un libellé analogue dans le préambule serait une solution de compromis acceptable. Une délégation a souhaité que soient supprimés à la première ligne les mots «les droits du public d'avoir» (de la sorte, «accès à l'information» se lirait «l'accès à l'information») et de clore la phrase après les mots «du présent Protocole». Elle a demandé que toute mention de la notion de «droits» à l'article premier soit placée entre crochets et s'est déclarée également hostile à toute mention de ce type dans le préambule. Il a été décidé de revenir sur cette question à la prochaine réunion.

Définitions (CEP/WG.5/AC.2/2002/11, art. 2)

22. L'article 2 relatif aux définitions n'a pas été examiné par le Groupe de travail.

Dispositions générales (CEP/WG.5/AC.2/2002/11, art. 3)

23. En ce qui concerne l'article 3 relatif aux dispositions générales, aucune observation n'a été formulée au sujet des paragraphes 1 et 2, lesquels ont été ainsi adoptés sans modification.

24. Au paragraphe 3, l'expression «pour veiller à» a été remplacée par «exiger». Moyennant cette modification, le texte de ce paragraphe a été jugé satisfaisant.

25. À propos du paragraphe 4, un débat a eu lieu sur la question de savoir si l'on devait renvoyer à la notion de «démarche de précaution» ou à celle de «principe de précaution» et si cette mention devait être spécialement conçue pour le contexte considéré. On a décidé de réviser ce paragraphe comme suit:

«Dans l'application du présent Protocole, chaque Partie observe la démarche de précaution visée au principe 15 de la Déclaration de Rio.».

26. L'ONG ECO Forum européen a fait observer que ce texte était beaucoup plus faible que le texte original, aussi bien par l'emploi du terme «observe» plutôt que «applique» que par la suppression de la mention des contextes dans lesquels la démarche/le principe de précaution seraient pertinents. Elle a demandé que soit consignée son objection.

27. La seule observation faite au sujet du paragraphe 5 consistait à écrire au long l'abréviation «RRTP». Le texte de ce paragraphe a été adopté moyennant cette modification.

28. En ce qui concerne le paragraphe 6, la plupart des délégations ont dit en préférer une version plus courte, par la suppression de toutes les parties de texte placées entre crochets. Toutefois, certaines délégations ont fait valoir qu'il importait de mentionner clairement, en cet endroit particulier, la question de la ventilation des données par déchet ou par polluant, raison pour laquelle le groupe de rédaction avait rédigé ce paragraphe. Cela étant, ces délégations ont finalement accepté, dans un esprit de compromis, de supprimer toutes les parties de texte placées entre crochets, de sorte que le paragraphe 6 se lirait comme suit:

«Les Parties s'emploient à assurer la convergence de leurs registres nationaux des rejets et transferts de polluants.».

Éléments essentiels d'un système de RRTP (CEP/WG.5/AC.2/2002/11, art. 4)

29. Le texte de l'article 4 relatif aux éléments essentiels d'un système de RRTP a été adopté moyennant les modifications suivantes:

a) Les crochets encadrant le texte de l'alinéa *b* ont été supprimés;

b) À l'alinéa *c*, il a été entendu que «ou» pouvait englober «et», de sorte que le texte a été modifié ainsi: «Dans lequel les données sont ventilées par polluant ou déchet, selon qu'il convient;».

30. La délégation de l'OCDE a soulevé la question de la compatibilité entre l'alinéa *c* et le texte de l'amendement qui avait été apporté peu de temps auparavant à l'Acte du Conseil de l'OCDE en date de 1996 relatif à l'application des registres des rejets et transferts de polluants. Elle a demandé qu'il lui soit accordé un délai pour consulter des juristes sur ce point et s'est engagée à faire ultérieurement rapport au Groupe de travail sur cette question.

Conception/structure (CEP/WG.5/AC.2/2002/11, art. 5)

31. S'agissant du paragraphe 1 de l'article 5, on a débattu de la relation entre le propriétaire, l'exploitant et la société, en notant que ceux-ci pouvaient être, dans certains cas, une seule et même entité et, dans d'autres, des entités différentes. Selon certaines délégations, il importe que la recherche de données dans les registres puisse se faire par le nom de la société pour le compte de laquelle l'établissement est exploité dans la mesure où cette information risque d'être la seule dont le public ait connaissance, tandis que d'autres délégations ont estimé qu'il serait inutile de consigner cette information dans le registre. On a finalement décidé de remplacer «and/or» par «or», de supprimer les crochets encadrant le mot «société» et d'ajouter «et» devant «société» et «selon qu'il convient» après ce même mot afin de donner à cette disposition une certaine souplesse. On a en outre jugé que suite à l'amendement qui avait été apporté à l'alinéa *c* de l'article 4, les crochets encadrant l'expression «selon qu'il convient» pouvaient être supprimés. De l'avis de certaines délégations, les informations sur la destination de transfert ne devraient pas être incorporées dans le registre et il importait davantage de mentionner l'objet du transfert en remplaçant les mots «destination de transfert» par «et, selon qu'il convient, opération d'élimination ou de valorisation des déchets». D'autres ont estimé que les informations sur la destination finale du transfert revêtaient de l'importance pour le public et ont plaidé pour que ces mots soient conservés. Il n'a pas été possible de régler cette question et on a décidé d'y revenir

à la prochaine réunion. Enfin, suite à la suppression des crochets qui encadraient l'alinéa *b* de l'article 4, il a été décidé de supprimer les crochets encadrant la dernière phrase.

32. En ce qui concerne le paragraphe 2, il a été convenu que les données des 10 années de notification antérieures, et non pas nécessairement celles de toutes les périodes de notification antérieures, soient consignées dans le registre, et le texte de ce paragraphe, modifié en conséquence, a été adopté.

33. Aucune observation n'ayant été formulée à son sujet, le texte du paragraphe 3 a été adopté tel quel.

34. S'agissant du paragraphe 4, on a jugé acceptable d'employer, dans la première ligne, l'expression «pourrait intégrer» plutôt que «intègre» ou «peut intégrer». Certains se sont demandés si les liens qui étaient mentionnés dans ce paragraphe devaient renvoyer à d'autres bases de données accessibles au public ou, de façon plus générale, à des bases de données renfermant des informations sur d'autres types de rejets ou de transferts. Cette question n'ayant pas pu être réglée, on a décidé d'y revenir à la prochaine réunion. Il a toutefois été convenu que le texte révisé ci-après serve de base aux travaux futurs:

«Chaque Partie devrait intégrer dans son registre des liens vers toutes ses bases de données pertinentes, existantes et accessibles au public, sur des questions liées à la protection de l'environnement telles que substances radioactives [,] [et] rayonnements [et organismes génétiquement modifiés, consommation d'eau, d'énergie et d'autres ressources et transferts de polluants par le biais des produits].».

35. Le texte du paragraphe 5 a été adopté sans débat.

Portée du registre (CEP/WG.5/AC.2/2002/11, art. 6)

36. Aux alinéas *a* et *b* de l'article 6, il a été décidé de supprimer le texte placé entre crochets, y compris la mention des transferts sur le site en tant qu'élément de «première étape», et de conserver tel quel le reste du texte.

37. Dans le cadre d'une restructuration des dispositions relatives aux sources diffuses (voir le document CEP/WG.5/AC.2/2002/11, note de bas de page 4 renvoyant à cet alinéa ainsi qu'aux paragraphes 2 et 5 de l'article 7), il a été décidé de remplacer le texte de l'alinéa *c* du paragraphe 1 par ce qui suit:

«Les rejets de polluants de sources diffuses soumis à notification en vertu du paragraphe 2 de l'article 7.»¹.

38. Moyennant ces modifications, le texte du paragraphe 1 a été adopté.

39. S'agissant du paragraphe 2, les avis sont restés partagés sur le point de savoir si, comme il avait été envisagé dans ce paragraphe, un déclenchement automatique ou des obligations différées devraient être inscrits dans le protocole. Selon certaines délégations, certains des

¹ Ce texte a été par la suite remanié du fait de la renumérotation du paragraphe 2 de l'article 7, devenu paragraphe 4.

éléments de ce paragraphe pourraient cadrer avec une éventuelle composante recommandatoire de la première étape et certaines délégations ont suggéré de réviser le chapeau de façon à rendre la disposition recommandatoire mais d'application immédiate. La République tchèque a proposé, en particulier, de conserver le paragraphe 2 en donnant à son libellé un caractère recommandatoire par l'incorporation d'éléments particulièrement importants des RRTP qui n'étaient pas couverts dans le projet de protocole (transferts sur le site, transferts de polluants par le biais des produits, stockage des polluants et indicateurs de l'efficacité tels que la consommation d'eau, d'énergie et d'autres ressources). Elle a déclaré également que de nombreux pays disposaient d'informations au sujet de ces éléments sous différents régimes de production propre, de planification d'urgence, de conservation de l'énergie ou de meilleures techniques disponibles. De plus, la Convention d'Aarhus elle-même, notamment le paragraphe 9 de son article 5, rendait obligatoires les dispositions du paragraphe 2. L'incorporation de ce paragraphe était conforme à l'approche par étapes qui avait été convenue et donnerait des consignes de travail claires pour la période importante entre l'adoption du protocole et la première Réunion des Parties. Cependant, la plupart des délégations se sont déclarées hostiles à l'incorporation du paragraphe 2, que ce soit sous sa forme originale ou sous une forme remaniée de façon à lui donner un caractère recommandatoire.

40. Après un échange de vues, il a été décidé de supprimer les paragraphes 2 et 4 du projet de protocole, mais aussi de revenir sur la question de l'étape recommandatoire à la prochaine réunion du Groupe de travail si tel était le vœu des délégations.

41. Il a été décidé de remplacer le paragraphe 3 par le texte suivant, qui servirait de base à la reprise du débat lors de la prochaine réunion:

«Ayant évalué les données d'expérience acquises lors de la mise en place de registres nationaux des rejets et transferts de polluants ainsi que dans le cadre de l'application du présent Protocole, et compte tenu des processus internationaux pertinents, la Réunion des Parties passe en revue les prescriptions en matière de notification en vertu du présent Protocole et examine [, en tenant compte de toute recommandation de l'organe subsidiaire,] les questions ci-après dans le cadre du développement du présent Protocole:

- a) Révision des activités indiquées à l'annexe I;
- b) Révision des polluants indiqués à l'annexe II;
- c) Révision des seuils indiqués aux annexes I et II; et
- d) Incorporation d'autres aspects pertinents tels que des informations sur les transferts sur le site, le stockage, la définition d'obligations en matière de notification des sources diffuses ou la mise au point de critères d'inscription de polluants au titre du présent Protocole.»

Prescriptions en matière de notification (CEP/WG.5/AC.2/2002/11, art. 7)

42. En ce qui concerne le paragraphe 1 de l'article 7, qui visait à préciser les établissements qui seraient soumis à notification en vertu du Protocole par référence aux annexes relatives aux activités et aux polluants, le Groupe de travail a noté que si les types d'activités et de polluants que les délégations souhaitaient voir incorporer dans les annexes étaient plus ou moins les

mêmes, les avis étaient nettement divergents quant aux méthodes de fixation des seuils qui permettraient de déterminer si une activité ou un polluant donné serait inscrit. Pour ce qui est des activités, certains pays ont préconisé des seuils définis sur la base de la capacité de l'établissement tandis que d'autres ont privilégié les seuils établis en fonction du nombre d'employés. À propos des polluants, certains pays (notamment ceux qui ont préconisé des seuils d'activité en fonction des capacités) ont dit préférer des seuils définis en fonction de la quantité de polluants rejetés ou de déchets transférés. D'autres (notamment ceux qui ont privilégié les seuils d'activité déterminés en fonction du nombre d'employés) ont préféré les seuils reposant sur la quantité de polluants fabriqués, transformés ou utilisés (seuils FTU).

43. Le Groupe de travail a conclu à l'impossibilité de s'accorder sur une méthode unique et uniforme de fixation des seuils dans le Protocole et à la nécessité d'admettre les deux grandes méthodes que préconisaient les Parties lors des négociations et d'en tenir compte dans le texte. Il a donc été élaboré dans cette optique un texte révisé pour le paragraphe 1 (voir les paragraphes 1 et 2 de l'article 7, dans le document MP.PP/AC.1/2002/11).

Il a été en outre décidé d'insérer à la suite du paragraphe 1 un paragraphe habilitant les Parties qui appliqueraient principalement l'une ou l'autre de ces deux méthodes à utiliser, en outre, des seuils découlant de l'autre méthode afin d'augmenter la quantité d'informations disponibles dans leur registre (voir le document MP.PP/AC.1/2002/11, art. 7, par. 3).

44. Le paragraphe 2 a été révisé compte tenu de la restructuration des dispositions relatives aux sources diffuses (voir le paragraphe 37 ci-dessus) et de la nécessité de rendre compte des situations dans lesquelles l'autorité compétente serait chargée de rassembler des informations sur les sources diffuses ainsi que des situations dans lesquelles cette tâche incomberait à d'autres organes (voir le document MP.PP/AC.1/2002/11, art. 7, par. 4).

45. S'agissant du paragraphe 3, il a été décidé de retenir la deuxième des deux options figurant entre crochets en début de texte, de sorte que ce paragraphe commencerait par les mots: «Chaque Partie».

46. Suite aux modifications qui avaient été convenues pour le paragraphe 1 de l'article 5, il a été décidé de modifier l'alinéa *a* comme suit:

«Le nom, l'adresse, l'emplacement géographique et l'activité ou les activités de l'établissement en question, et le nom de l'exploitant ou du propriétaire, et de la société, selon qu'il convient;».

47. Le Groupe de travail a décidé de conserver tel quel le texte des alinéas *b* et *c*.

48. À propos de l'alinéa *d* du paragraphe 3, un long débat a eu lieu sur l'existence de deux grandes méthodes de notification des transferts de déchets: la notification de la quantité de chaque polluant dans le déchet (l'«approche par polluant», préconisée par certains pays), et la notification de la quantité de déchets dans une catégorie de déchets donnée (l'«approche par déchet», privilégiée par d'autres). On s'est accordé à reconnaître qu'il ne serait pas possible de faire converger ces deux conceptions dans la première étape et qu'il serait préférable d'examiner cette question dans le cadre de l'article relatif à la Réunion des Parties (voir le paragraphe 63). Il a été décidé de travailler, pour l'heure, sur la base de l'option 3, qui correspond à une double approche non limitative.

49. À l'alinéa *d i*) du paragraphe 3 (l'approche par polluant), il a été décidé de supprimer la mention des transferts sur le site. Plusieurs délégations ont préconisé que soit supprimée la mention du transfert à des fins de stockage, en arguant du fait qu'une telle pratique serait, dans leur pays, un acte de corruption, voire une opération criminelle; d'autres délégations, favorables au maintien de ces dispositions, ont affirmé que cette pratique était assez courante dans certaines parties de la région. Une proposition de compromis, tendant à insérer après «élimination» les mots «y compris le stockage», n'a pas fait l'unanimité: ses auteurs ont fait valoir qu'on se conformerait ainsi à la définition de la notion d'«élimination» donnée dans la Convention de Bâle, qui englobait certains types de stockage, tandis que d'autres délégations étaient d'avis que le stockage, du moins dans le contexte de l'approche par polluant, ne devrait pas être ainsi limité. La question est restée en suspens.

50. À l'alinéa *d ii*) (l'approche par déchet), il a été convenu de supprimer toute mention de la notification par polluant et de la notification des métaux, ainsi que des transferts sur le site. Il a été décidé que cette disposition ferait obligation de distinguer les transferts selon qu'ils ont pour finalité l'élimination ou la valorisation, et qu'il soit ajouté, pour le moment entre crochets, une annexe III dans laquelle il serait précisé quel type d'opération serait qualifié d'«élimination» aux fins de cette disposition et quel autre type serait qualifié de «valorisation», selon la classification utilisée dans la Convention de Bâle. À cet égard, il a été convenu de supprimer la mention du stockage dans le corps du texte.

51. Les opinions ont été partagées quant à la question de savoir s'il y aurait lieu, à l'alinéa *d ii*), d'exiger du propriétaire ou de l'exploitant de renseigner sur le nom, l'adresse et l'emplacement du site de réception. Il a été finalement décidé de limiter cette exigence aux transferts transfrontières et de ne pas mentionner l'emplacement, encore que les délégations ne fussent pas toutes satisfaites de cette solution. La Norvège, en particulier, sans pour autant insister pour que le texte en question soit placé entre crochets, a été d'avis qu'il était pour le moins anormal de limiter cette exigence aux cas transfrontières, pour lesquels des renseignements seraient déjà disponibles en vertu de la Convention de Bâle. Elle a demandé que soit dûment consigné le fait qu'elle préconise que soient incluses les mêmes informations en ce qui concerne les transferts internes compte tenu du fait que, ne serait-ce que pour des raisons commerciales, les informations pertinentes seraient également disponibles dans le cas des transferts internes. De même, la question de savoir si le texte devrait mentionner l'établissement ou le site qui reçoit les polluants transférés n'a pas fait l'unanimité, et il a été décidé de conserver ces deux options dans le texte sous forme de variantes entre crochets, pour examen ultérieur.

52. Il a été élaboré une version révisée de l'alinéa *d* ainsi qu'un projet d'annexe nouvelle, textes dont il a été convenu qu'ils serviraient de base aux travaux futurs (voir le paragraphe 5 d) de l'article 7 et l'annexe III du document MP.PP/AC.1/2002/3).

53. La Pologne a émis une réserve d'examen approfondi tendant à permettre, ultérieurement, de voir s'il ne serait pas nécessaire d'envisager une clause disposant expressément que les Parties ne soient pas empêchées d'élargir l'approche qu'elles auraient retenue (par polluant ou par déchet) par l'adjonction d'éléments de l'autre approche afin d'augmenter la quantité d'informations notifiées: de la sorte, tout risque d'interpréter dans un sens exclusif le terme «ou» à la fin de l'alinéa *i* serait écarté.

54. Il a été décidé d'insérer après l'alinéa *d* du paragraphe 3 un nouveau paragraphe ainsi libellé:

«La quantité de chaque polluant contenu dans les eaux usées soumis à notification en vertu du paragraphe 1 qui est transférée hors du site au cours de l'année de notification; et».

55. L'alinéa *e* du paragraphe 3, qui prévoyait l'obligation de notifier la quantité maximale de polluants stockée sur le site, a été supprimé.

56. Il a été convenu de remplacer l'alinéa *f* du paragraphe 3 par ce qui suit:

«La méthode utilisée pour obtenir les données visées aux alinéas *c* à *e*, conformément au paragraphe 2 de l'article 9, en indiquant si ces données sont fondées sur des mesures, des calculs ou des estimations.».

57. En ce qui concerne le paragraphe 4, on a exprimé des vues divergentes quant à la mesure dans laquelle les différents types de rejets (ceux découlant d'activités régulières ou non, d'événements extraordinaires ou de catastrophes, etc.) devraient être différenciés dans les registres, encore que les délégations aient été pour la plupart d'avis que le registre devrait renseigner au moins sur tous ces types de rejets. Cette question n'ayant pas pu être résolue, il a été décidé d'y revenir à la prochaine réunion.

58. Il a été décidé d'incorporer dans le paragraphe 5 le texte qui figurait précédemment au paragraphe 1 c) de l'article 6, dans lequel étaient décrites les informations sur les sources diffuses qu'il y aurait lieu de rassembler, et de le réviser par l'adjonction d'un texte mentionnant les priorités nationales et la suppression de toute mention de types particuliers de sources diffuses ou d'une annexe dans laquelle seraient précisés de tels types de sources. Il a été convenu aussi d'extraire du paragraphe 5 la mention de la méthode utilisée pour obtenir les données visées et d'en faire un paragraphe distinct, et de supprimer les alinéas *a* et *b*. L'ONG ECO Forum européen a déploré la suppression de ces alinéas.

59. Il a été décidé d'examiner le paragraphe 6 à la prochaine réunion.

60. Plusieurs délégations ont suggéré de supprimer le paragraphe 7. La République tchèque a proposé de conserver la partie principale de la première phrase du paragraphe et de remplacer «et ressources» par «selon des critères transparents». Selon elle, une telle obligation rendrait plus facilement comparable l'application du Protocole, assurerait la convergence des systèmes nationaux de RRTP et garantirait la transparence et la participation de toutes les parties prenantes des RRTP. Cependant, cette proposition n'ayant pas rallié un appui suffisant, il a été décidé de supprimer l'ensemble du paragraphe.

Cycle de notification (CEP/WG.5/AC.2/2002/11, art. 8)

61. En ce qui concerne la quatrième phrase du paragraphe 1, il a été décidé de préciser que la notification en question s'entend précisément de la notification en vertu de l'article 7.

62. Aucune autre observation n'ayant été formulée à son propos, le texte de l'article 8 a été adopté en conséquence.

Réunion des Parties (CEP/WG.5/AC.2/2002/11, art. 18)

63. Suite à la décision d'adopter une double approche en ce qui concerne les modalités de notification des transferts (voir le paragraphe 48 ci-dessus), il a été décidé d'insérer à l'endroit voulu de l'article 18 relatif à la Réunion des Parties le paragraphe ci-après:

«La Réunion des Parties facilite l'échange de données sur l'expérience acquise en matière de notification des transferts selon l'approche par polluant ou l'approche par déchet et examine ces données afin d'étudier la possibilité de faire converger ces deux approches compte tenu de l'intérêt que présente l'information pour le public, conformément à l'article premier, et de l'efficacité générale des registres nationaux des rejets et transferts de polluants.».

64. Le Groupe de travail n'a pas examiné les autres dispositions de l'article 18.

Dispositions finales (CEP/WG.5/AC.2/2002/11, art. 19 et suiv.)

65. Le texte de l'article 19 a été adopté tel quel.

66. Sans préjuger des décisions de principe intéressant l'article 22, il a été convenu de supprimer les crochets dans les paragraphes 1 et 4 de cet article. Le texte de ces paragraphes a été ainsi adopté.

67. Dans l'article 25, il a été décidé d'adopter le paragraphe 1 après insertion du mot «pacifique» après le mot «moyen». Le chapeau et l'alinéa *a* du paragraphe 2 ont été eux aussi adoptés.

68. On a estimé que les dispositions des articles 20 à 31 exigeaient un complément d'examen.

Annexes

69. M. Bernd Mehlhorn (Commission européenne), qui avait présidé le groupe de contact sur les activités et les polluants réuni à l'occasion de la sixième réunion du précédent groupe de travail, a présenté le rapport sur les travaux de ce groupe. Ce document avait été joint en annexe au rapport de la réunion du Groupe de travail, mais n'avait fait l'objet d'aucun débat ou examen au sein de cette instance.

70. Il a été décidé que le groupe de contact reprendrait les travaux sur la base des résultats de la précédente réunion, qui font l'objet d'appendices au rapport de la réunion du Groupe de travail. À l'issue d'une nouvelle réunion du groupe de contact, M. Mehlhorn a fait rapport au Groupe de travail sur les conclusions de ses travaux.

Annexe relative aux activités

71. En ce qui concerne l'annexe I, le groupe de contact s'était accordé sur des seuils pour les activités. Le principe de la double approche de l'application des seuils tel qu'il était énoncé dans la nouvelle version du paragraphe 1 de l'article 7 ayant été adopté, il y aurait lieu d'établir à l'annexe I un seuil en fonction du nombre d'employés. La délégation canadienne avait avancé une proposition dans ce sens au sein du groupe de contact, mais ce texte n'avait pas fait

l'unanimité. Pour finir, le groupe de contact ne s'était pas accordé sur la question de savoir si, comme l'avait proposé le groupe à sa précédente réunion, il faudrait supprimer de l'annexe I l'activité 5.

72. Le Groupe de travail a salué les travaux du groupe de contact, est convenu d'incorporer dans le nouveau texte récapitulatif le texte sur lequel le groupe de contact s'était entendu et a entamé l'examen des questions restées en suspens. En ce qui concerne l'annexe I, un pays s'est déclaré favorable au maintien de l'activité 5, mais serait prêt à en accepter la suppression pour autant qu'il n'y ait pas d'empêchement à exiger de tels établissements qu'ils notifient des données. Le Groupe de travail a décidé de supprimer l'activité 5, en prenant note des objections que maintenaient les ONG ECO Forum européen et GLOBE Europe. S'agissant du texte relatif à la fixation de seuils en fonction du nombre d'employés, aucun accord ne s'est formé au sein du Groupe de travail et il a été demandé à la délégation canadienne de rédiger une nouvelle proposition qui serait examinée à la prochaine réunion. Compte tenu de ces décisions, il a été convenu d'incorporer le texte de l'annexe I dans la nouvelle version récapitulative du projet de protocole.

Annexe relative aux polluants

73. Pour ce qui est de l'annexe II, le groupe de contact s'était fondé sur une proposition de seuils élaborée par l'Union européenne. Il s'était accordé sur des seuils pour la plupart des polluants inscrits sur la liste mais il lui restait quelques questions à régler. Il n'avait pas été en mesure de s'entendre sur la question de savoir s'il y aurait lieu ou non d'établir des seuils pour les rejets de dioxines dans l'eau et les sols et, dans l'affirmative, quels devraient être ces seuils. Compte tenu de la double approche énoncée au paragraphe 1 de l'article 7, il avait été convenu d'incorporer également dans l'annexe II des seuils fondés sur les quantités de polluants fabriqués, transformés ou utilisés, selon le cas. La délégation canadienne avait présenté une proposition de seuils FTU pour la plupart des polluants; toutefois, elle ne pourrait le faire avant la prochaine réunion du Groupe de travail que pour 38 polluants. Finalement, la délégation canadienne a demandé que soient appliqués des seuils plus élevés dans le cas de cinq substances précises et avait formulé une proposition de clause à cet effet, en faisant observer qu'elle avait prévu des seuils plus bas pour cinq autres substances. Néanmoins, le groupe de contact n'avait pas été en mesure de régler cette question.

74. Le Groupe de travail a salué une fois de plus les travaux que le groupe de contact avait consacrés à l'annexe relative aux polluants et a décidé d'incorporer dans le nouveau texte récapitulatif le texte sur lequel le groupe de contact s'était accordé. Il est passé ensuite aux questions restées en suspens.

75. Le Groupe de travail a confirmé l'interprétation selon laquelle si, pour les polluants et milieux concernés, l'annexe n'énonçait pas de valeurs seuils, la notification serait obligatoire. Il est convenu de l'incorporation de seuils FTU dans l'annexe II et a décidé que des seuils pour les rejets de dioxines dans l'eau et les sols seraient inclus sans toutefois en étudier les valeurs. S'agissant de la possibilité d'une clause autorisant l'application de seuils plus élevés pour les rejets de cinq polluants précis, certaines délégations se sont déclarées favorables à une telle souplesse, notamment si celle-ci était limitée aux pays ayant des RRTP établis (clause dite des «droits acquis»). Cependant, d'autres délégations se sont opposées à cette solution, leur préférence allant vers l'application des seuils proposés sans dérogation. Finalement, certaines délégations ont proposé un compromis selon lequel les seuils les plus bas qui avaient été

proposés s'appliqueraient sans possibilité de dérogation: autrement dit, des seuils plus bas pour cinq substances précises seraient prévus dans le Protocole².

76. Le Groupe de travail a décidé de revenir sur cette question à sa prochaine réunion et a demandé aux délégations, particulièrement les États-Unis et le Canada, de se consulter au niveau bilatéral pendant la période intermédiaire afin de parvenir à un libellé de compromis pour une clause «des droits acquis» révisée.

V. ACTIVITÉS FUTURES

77. Le Groupe de travail a jugé que des progrès notables avaient été accomplis durant la réunion mais a fait observer qu'un nombre non négligeable de questions de fond restaient en suspens. Il a décidé de tenir une nouvelle et dernière réunion à Genève du 27 au 30 janvier 2003. Il a été demandé au secrétariat de finaliser le rapport de la réunion en consultation avec le Président et d'établir le plus tôt possible un nouveau texte récapitulatif. Le secrétariat a indiqué qu'il ne pouvait garantir que les versions française et russe de la documentation soient prêtes avant la prochaine réunion étant donné le court délai qui restait à courir avant les dates de la réunion.

78. Le Groupe de travail a estimé qu'il y aurait lieu de confier à un petit groupe de juristes le soin de relire le projet de texte afin d'en assurer la cohérence, de vérifier les renvois et de relever les éventuelles anomalies de rédaction. Ce groupe, qui serait dirigé par M. Maas Goote (Pays-Bas), serait composé également des membres suivants: M. Michel Amand (Belgique), M. Kyrre Grimstad (Norvège), M. Jerzy Jendroska (Pologne), M. Gernot Schnabl (Commission européenne), M^{me} Marianna Bolshakova (CRE) et M^{me} Susan Casey-Lefkowitz (ECO Forum européen), ainsi que de deux autres experts de pays de l'Union européenne et d'un expert du Canada³. Le groupe a été prié de se mettre au travail dès que le nouveau texte récapitulatif du projet de protocole serait disponible, de se réunir peut-être brièvement avant la prochaine réunion du Groupe de travail et de présenter ses conclusions et suggestions au Groupe de travail. En tout état de cause, le groupe devrait se réunir immédiatement après la réunion finale du Groupe de travail.

79. Le Groupe de travail a estimé qu'il y aurait lieu d'élaborer, avant la réunion extraordinaire des Parties prévue en mai 2003, une résolution autorisant l'adoption du protocole, et qu'un projet devrait en être examiné par le Groupe de travail à sa prochaine session.

80. En conclusion, le Président a remercié les participants et les interprètes, ainsi que le secrétariat, a souhaité à tous de bonnes fêtes et a prononcé la clôture de la réunion.

² Les seuils inférieurs proposés pour les rejets dans l'atmosphère, en kg/an, étaient les suivants: monoxyde de carbone: 20 000; composés organiques volatils non méthaniques: 10 000; oxydes d'azote: 20 000; oxydes de soufre: 20 000; PM10 (particules): 500.

³ Les juristes ci-après ont été désignés après la réunion: Alain Tellier (Canada), Jolyon Thomson (Royaume-Uni) et Markus Reiterer (Autriche).